ASSEMBLÉE NATIONALE

5 novembre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° II-2885

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE 30

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« VIII. – Six mois après la promulgation de cette loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les taxes à faible rendement existant en France et les moyens d'y remédier. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Pour 2022, le Gouvernement souhaite supprimer quatre taxes dont le rendement est faible dans la lignée des taxes supprimées depuis 2019 pour rationaliser notre droit fiscal. Il s'agit ainsi de répondre aux recommandations émises par la Cour des Comptes et l'Inspection générale des finances.

Cet article vise à faire le point pour le projet de loi de finances pour 2023 sur les taxes à faible rendement devant encore être supprimées. Le dernier référé de la Cour des Comptes à ce sujet date du 3 décembre 2018 où il était préconisé de supprimer « 125 taxes et impôts dont les recettes cumulées atteign[ent] "seulement" 3,5 milliards d'euros et dont le recouvrement pouvait se révéler complexe. Quatre ans plus tôt, un rapport de l'Inspection générale des finances (l'IGF) préconisait de supprimer 159 taxes sur 192 jugées peu rentables (5,3 milliards d'euros cumulés) ».

En 2023, où en serons-nous ? Combien de ces taxes auront effectivement été supprimées ? Combien resteront à supprimer ? Tel est l'objet de cet amendement.